

Les institutions financières internationales et le G20 doivent agir pour la création d'emplois (19.9.11)

Bruxelles, le 19 septembre 2011 (CSI en ligne): L'économie mondiale connaît une hausse record du chômage et le nombre de personnes sans emploi pourrait faire basculer le monde dans une récession semblable à celle de 1930.

Les gouvernements membres du G20 et les institutions financières internationales (IFI) n'ont pas respecté leur promesse de s'attaquer à ce fléau et se sont plutôt concentrés sur la consolidation fiscale; de leur côté, les marchés financiers dictent de plus en plus leur loi.

La CSI et ses partenaires de Global Unions demandent instamment au FMI, à la Banque mondiale et aux gouvernements du G20 d'assumer un rôle de chef de file et d'en finir avec les politiques économiques destructrices sachant que les mesures d'austérité entretiennent la récession économique.

La secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow, a profité de la lettre semestrielle envoyée aux ministres des Finances et aux directeurs du FMI et de la Banque mondiale pour répéter que des mesures d'austérité risquaient d'entraîner plusieurs millions de pertes d'emploi, rendant la réalisation d'objectifs de déficit encore plus improbable.

« Nous avons besoin de programmes qui stimulent l'emploi grâce à des investissements dans les infrastructures et dans le domaine du climat, ainsi que dans les services publics.

Les institutions financières internationales ont la responsabilité de protéger les services publics essentiels au développement des sociétés comme l'éducation et les soins de santé; elles doivent en outre soutenir l'introduction d'un socle de protection sociale dans tous les pays », a expliqué Sharan Burrow.

Le groupement Global Unions a déjà prévenu que des mesures de consolidation fiscale ne pouvaient s'envisager avant que la croissance économique s'entretienne d'elle-même et que le taux de chômage diminue.

« Le FMI, plutôt que d'encourager des réductions, devrait prôner un effort coordonné en vue de mettre en place une taxe sur les transactions financières, laquelle générerait des revenus pour les programmes de relance de l'emploi et pour la réalisation des engagements de développement et de financement dans le domaine du climat.

Le marché de l'emploi ne pourra se stabiliser, ni sortir de la crise si les IFI ne se décident pas à régler le système financier mondial et à établir une base solide pour des millions de travailleuses et de travailleurs », a ajouté Sharan Burrow.

Du reste, Global Unions invite les institutions financières internationales à:

- participer aux efforts d'adaptation face aux changements climatiques et de réduction des émissions des gaz à effet de serre;
- fournir une aide supplémentaire aux pays en développement touchés par l'augmentation des prix des aliments;
- inverser les politiques qui accroissent les inégalités entre les hommes et les femmes.

Dans un message destiné au Fonds monétaire international, le groupement Global Unions lui demande instamment de cesser d'encourager la déréglementation du marché du travail et de plutôt se reposer sur l'expérience de l'Organisation internationale du Travail en matière de conditions de travail pour orienter sa politique.

La Banque mondiale doit pour sa part veiller à la cohérence entre les agences du Groupe de la Banque mondiale afin de soutenir les normes fondamentales du travail et à la mise en place de garde-fous efficaces pour s'assurer qu'elles sont respectées.

Lisez la déclaration de la CSI, des Fédérations syndicales internationales et de la Commission syndicale consultative à l'occasion de la réunion annuelle de 2011 du FMI et de la Banque mondiale à Washington DC, du 23 au 25 septembre 2011 : http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/No_30__Declaration_Global_Unions_reunions_annuelles_sept_2011_-_SM-2.pdf

La CSI représente 175 millions de travailleuses et de travailleurs au travers de 305 organisations nationales affiliées dans 151 pays et territoires.

<http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>